



# Assemblée générale

Distr. générale  
26 juillet 2012  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

Groupe de travail sur l'Examen périodique universel

Quatorzième session

Genève, 22 octobre-5 novembre 2012

## Résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme

### Pakistan\*

Le présent rapport est un résumé de 38 communications de parties prenantes<sup>1</sup> à l'Examen périodique universel. Il suit les directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme dans sa décision 17/119. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant des allégations précises. Les sources des renseignements figurant dans le résumé sont systématiquement indiquées dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. Conformément à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme, selon qu'il convient, une section distincte est consacrée aux contributions de l'institution nationale des droits de l'homme de l'État examiné dont l'accréditation s'est faite en pleine conformité avec les Principes de Paris. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Pour établir le rapport, il a été tenu compte de la périodicité de l'Examen et des faits nouveaux enregistrés pendant la période considérée.

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

## **I. Renseignements reçus des parties prenantes**

### **A. Renseignements d'ordre général et cadre**

#### **1. Étendue des obligations internationales**

1. Human Rights Watch fait observer que le Pakistan n'a pas respecté l'engagement, qu'il avait pris dans le document final de l'Examen périodique universel le concernant, d'adhérer à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées<sup>2</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 10, l'Organisation des peuples et des nations non représentés (UNPO) et Amnesty International recommandent de ratifier sans délai cette convention<sup>3</sup>. La British Pakistani Christian Association (BPCA) et la Commission internationale de juristes (CIJ) prient instamment le Gouvernement de ratifier les Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention contre la torture<sup>4</sup>. La CIJ appelle également à la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, du Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, de la Convention n° 189 de l'OIT<sup>5</sup> et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>6</sup>. Amnesty International recommande le retrait des réserves restantes au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à la Convention contre la torture, ainsi que l'adoption de mesures immédiates en vue d'incorporer ces deux traités à la législation interne et d'abroger ou de modifier toute loi qui serait incompatible avec leurs dispositions<sup>7</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent le retrait des réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>8</sup>.

2. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 recommandent la ratification de toute urgence du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants<sup>9</sup>. L'UNPO recommande de ratifier, sans y formuler de réserve, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967<sup>10</sup>.

3. Les auteurs des communications conjointes n° 11 et n° 6 et la CIJ recommandent de ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, ainsi que de prendre toutes les mesures possibles pour protéger les enfants touchés par les conflits armés. La CIJ recommande la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications<sup>11</sup>.

#### **2. Cadre constitutionnel et législatif**

4. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent que le Pakistan n'a guère fait d'efforts pour incorporer les instruments des droits de l'homme à la législation interne, et les auteurs de la communication conjointe n° 7 recommandent d'appliquer correctement les conventions et traités internationaux signés et ratifiés par le pays et de faire en sorte que des dispositions soient prises pour assurer la mise en œuvre au niveau provincial<sup>12</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 notent qu'en vertu du 18<sup>e</sup> amendement à la Constitution, nombre des pouvoirs du Gouvernement fédéral ont été transférés aux provinces<sup>13</sup>.

5. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent que le droit pakistanais ne s'applique pas dans les zones tribales sous administration fédérale et dans la division de Malakand de la province de Khyber Pakhtunkhwa. Les résidents de ces zones ne jouissent pas des droits fondamentaux garantis par la Constitution. De la même manière, des lois récemment adoptées pour protéger les droits des femmes ne sont pas applicables dans ces zones. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent d'étendre la juridiction de la Haute Cour et de la Cour suprême aux zones tribales sous administration fédérale et d'abolir les dispositions du système Nizam-el-Adl<sup>14</sup>.

6. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 recommandent d'incriminer la torture et de veiller à ce que toutes les allégations de torture fassent l'objet d'enquêtes effectives et indépendantes<sup>15</sup>.

7. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 regrettent que le projet de loi portant modification des lois pénales de 2009 (protection de l'enfance) n'ait pas été adopté et recommandent sa promulgation et mise en application sans délai. Le Child Rights International Network (CRIN) recommande également de relever l'âge de la responsabilité pénale. Les auteurs des communications conjointes n° 11 et n° 10 recommandent au Gouvernement de modifier d'ici à 2013 les ordonnances relatives au *zina* et au *houdoud*, ainsi que la loi qui régleme les mariages d'enfants<sup>16</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 recommandent de veiller à ce que l'ordonnance sur la justice pour mineurs prime sur les lois applicables dans les zones tribales sous administration fédérale et les zones tribales administrées par les provinces, qui donnent des pouvoirs très étendus aux forces armées<sup>17</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 relèvent que plusieurs lois et la Constitution contiennent des dispositions discriminatoires à l'égard des minorités religieuses et des dispositions limitant la liberté de religion et de conviction. Bien que des mesures législatives aient été prises en faveur des minorités, leur mise en œuvre effective fait défaut<sup>18</sup>. Christian Solidarity Worldwide (CSW), la Société pour les peuples menacés (STP) et les auteurs des communications conjointes n° 7, n° 8 et n° 14 sont préoccupés par les lois sur le blasphème et qui sanctionnent spécifiquement les ahmadis, tandis que les auteurs de la communication conjointe n° 8 recommandent de supprimer l'application de la peine capitale pour blasphème<sup>19</sup>. Les auteurs des communications conjointes n° 7 et n° 14 recommandent de supprimer toute forme de discrimination religieuse dans la Constitution, les lois et les politiques, et d'ajouter un nouvel article au Code pénal à l'effet d'incriminer l'apologie de la haine religieuse et l'incitation à la discrimination ou à la violence<sup>20</sup>.

8. L'organisation Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI) indique qu'il n'existe pas de lois protégeant contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, et recommande d'établir un moratoire sur les poursuites engagées par le ministère public au titre de l'article 377 du Code pénal et d'entamer un processus en vue d'abroger cet article<sup>21</sup>.

9. Les auteurs des communications conjointes n° 13 et n° 6 indiquent que les femmes au Pakistan continuent d'avoir des difficultés à jouir des mêmes droits que les hommes, en tant que citoyennes à part entière, en particulier les femmes de groupes minoritaires, et recommandent aux provinces de légiférer en matière de violence familiale, entre autres questions, et de veiller à l'application des lois en vigueur<sup>22</sup>.

10. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 recommandent d'adopter une loi visant à assurer une sécurité et une indemnisation adéquates aux travailleurs à domicile<sup>23</sup>.

### **3. Cadre institutionnel, infrastructures et mesures de politique générale relatifs aux droits de l'homme**

11. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 et la CHRI indiquent que certaines dispositions ajoutées par le Sénat au projet de loi modifié sur la Commission nationale des droits de l'homme limitent la capacité de cette commission à enquêter sur les violations des

droits de l'homme commises par certains organes et à leur donner la suite voulue. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont de sérieux doutes sur l'indépendance d'une telle commission et sur sa capacité à s'acquitter de sa mission de manière impartiale<sup>24</sup>.

12. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent qu'une loi a récemment été adoptée pour établir la Commission nationale sur le statut des femmes et doter celle-ci de pouvoirs financiers et administratifs visant à promouvoir les droits sociaux, économiques, politiques et juridiques des femmes<sup>25</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 demandent instamment que la Commission nationale sur les droits de l'enfant reçoive un soutien financier adéquat<sup>26</sup>.

13. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 exhortent le Gouvernement à élaborer des stratégies, des programmes et des mesures pour mettre un terme au recrutement d'enfants par des acteurs non étatiques<sup>27</sup>. La CIJ invite le Groupe de travail et le Conseil des droits de l'homme à réclamer l'adoption d'une politique nationale de protection de l'enfance<sup>28</sup>.

14. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 relèvent que les lois contre le travail servile ne sont pas appliquées et recommandent un réexamen de la loi de 1992 sur l'abolition du système du travail servile et du règlement de 1995 sur l'abolition du système du travail servile, ainsi que l'élaboration d'un plan d'action pour remédier à l'inapplication de ces lois<sup>29</sup>.

15. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 et la CHRI recommandent que la société civile soit davantage consultée et impliquée dans le processus de suivi de l'Examen périodique universel<sup>30</sup>.

16. CSW recommande au Pakistan de mettre en œuvre les recommandations formulées en 2009 par le Comité permanent de l'Assemblée nationale chargé des minorités, visant à rendre ce comité plus important et plus accessible<sup>31</sup>.

## **B. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme**

### **1. Coopération avec les organes conventionnels**

17. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 prient instamment le Gouvernement de transmettre aux commissions et organisations de la société civile<sup>32</sup> les informations requises sur les observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et du Comité des droits de l'enfant. La CIJ recommande de soumettre sans retard les rapports périodiques initiaux attendus par le Comité contre la torture, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Conseil des droits de l'homme, ainsi que les vingt et unième et vingt-deuxième rapports périodiques (soumis en un document unique) et les informations complémentaires demandées par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale<sup>33</sup>.

### **2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

18. La Commission des droits de l'homme du Pakistan (HRCP) note que le Pakistan n'a pas répondu aux demandes de visites émanant de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Les auteurs des communications conjointes n° 10, n° 2 et n° 14, la CHRI et CSW recommandent au Pakistan de répondre par une invitation aux demandes en attente, d'adresser une invitation permanente à l'ensemble des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme<sup>34</sup> et de répondre dans les meilleurs délais aux lettres de ces titulaires de mandat<sup>35</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 demandent instamment que le Rapporteur spécial sur la question de la torture et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires soient invités

d'urgence à se rendre dans le pays<sup>36</sup>. Human Rights Watch recommande d'inviter le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction<sup>37</sup>. Les auteurs des communications conjointes n° 10 et n° 12 recommandent d'inviter sans délai la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme<sup>38</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 recommandent d'inviter le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage<sup>39</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 recommandent d'inviter le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association<sup>40</sup>.

## **C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable**

### **1. Égalité et non-discrimination**

19. Les auteurs des communications conjointes n° 10 et n° 11 relèvent que le Pakistan n'a pas su remédier aux graves problèmes de discrimination qui touchent les femmes et les filles, et que de nombreux obstacles structurels et juridiques demeurent. Les femmes sont exposées à la discrimination dans tous les aspects de leur vie, ainsi qu'à des violences. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 relèvent que la Cour fédérale islamique empêche sur l'autorité législative du Parlement ainsi que sur les attributions et le fonctionnement de la justice ordinaire<sup>41</sup>.

20. Amnesty International fait observer que les femmes continuent d'être victimes de discrimination et de violence au foyer et au travail, dans la vie publique, de la part de groupes extrémistes, et que cette discrimination se retrouve également dans les lois régissant la succession et dans l'administration de la preuve<sup>42</sup>. La Peace Foundation Pakistan (PFP) relève que les femmes se heurtent également à la discrimination en matière de droit de la famille, de droit des biens et de justice<sup>43</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 recommandent l'adoption de mesures de discrimination positive, comme augmenter le quota des femmes dans le secteur public, y compris en réservant des emplois aux femmes issues des minorités<sup>44</sup>.

21. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 notent que le Gouvernement n'a pris aucune mesure spécifique depuis le premier Examen périodique universel pour éliminer la pratique de la discrimination fondée sur la caste ou pour éradiquer la pauvreté chez les Dalits (connus sous le nom de castes répertoriées). Les hindous et les chrétiens sont en butte à la discrimination. Ces mêmes auteurs recommandent de prendre des mesures spécifiques pour éliminer la discrimination à l'encontre des Dalits, qui subissent une double discrimination, étant également victimisés au sein de la communauté hindoue par des hindous<sup>45</sup>, et demandent au Gouvernement de renforcer véritablement l'accès aux services de base pour tous<sup>46</sup>.

### **2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne**

22. Amnesty International note qu'aucune exécution n'a eu lieu depuis fin 2008, mais que 8 000 condamnés à la peine capitale demeurent en attente de leur exécution. Selon la HRCP, 27 infractions demeurent passibles de la peine capitale<sup>47</sup>. Amnesty International et Harm Reduction International (HRI) recommandent d'établir immédiatement un moratoire sur toutes les exécutions et de commuer toutes les condamnations à mort en peines d'emprisonnement<sup>48</sup>. HRI et le CRIN font observer que les enfants sont passibles de la peine de mort pour des infractions liées au trafic de stupéfiants, ainsi que pour les infractions du *hadd* ou du *zina*, en vertu d'autres lois, et recommandent d'interdire la peine de mort, les châtiments corporels et la réclusion à perpétuité, quelle que soit l'infraction<sup>49</sup>.

23. Human Rights Watch et Amnesty International relèvent qu'un niveau élevé de violence règne à Karachi, où des centaines de personnes ont été tuées en 2010-2011. Human Rights Watch signale qu'au Baloutchistan, depuis janvier 2011, au moins 300 personnes ont été enlevées et tuées, leur corps étant ensuite abandonné selon la pratique communément appelée du «kill and dump» («tuer et jeter»), dans laquelle pourraient être impliquées les forces de sécurité pakistanaises chargées de la lutte anti-insurrectionnelle<sup>50</sup>.

24. La HRCP signale que 329 militants politiques ont été tués en 2011<sup>51</sup>. Les auteurs des communications conjointes n° 10 et n° 14 indiquent que le Pakistan compte parmi les pays du monde où les disparitions forcées sont les plus nombreuses. L'organisation Liberation relève que les disparitions forcées vont de pair avec les exécutions extrajudiciaires<sup>52</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 font observer qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une pratique systématique qui inclut d'autres violations graves<sup>53</sup>. L'UNPO, Human Rights Watch et les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent d'élucider sans délai ce qu'il est advenu de toutes les personnes disparues et de conduire des enquêtes transparentes sur chaque cas; et de veiller à ce que les coupables soient identifiés et poursuivis<sup>54</sup>. Amnesty International note que le Pakistan continue de placer en détention secrète des insurgés présumés, des militants politiques et des citoyens ordinaires<sup>55</sup>. Human Rights Watch et Amnesty International notent un accroissement des disparitions au Baloutchistan depuis 2008<sup>56</sup>. Amnesty International fait observer que, depuis 2010, un nombre croissant de victimes de disparition forcée ont été retrouvées mortes dans cette province, après avoir été semble-t-il torturées. Amnesty International indique que selon ses propres recherches, rien qu'entre le 24 octobre 2010 et le 10 septembre 2011, au moins 249 militants baloutches ont disparu ou ont été assassinés. Amnesty International indique que les familles des victimes accusent les forces de sécurité, en particulier le Frontiers Corps (gardes frontière) et les services de renseignements, d'être responsables des disparitions et des exécutions, et recommande que les personnels de sécurité suspectés d'avoir participé à des violations soient suspendus du service actif et déférés devant la justice<sup>57</sup>.

25. Amnesty International note que des Baloutches impliqués dans le militantisme politique, la défense des droits de l'homme ou le journalisme indépendant ont également été enlevés ou ont été victimes de disparition ou d'exécution extrajudiciaire, du fait, semble-t-il, des forces de sécurité de l'État ou de leurs affidés<sup>58</sup>. Human Rights Watch et les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent que les nationalistes baloutches et d'autres groupes de militants ont également intensifié leurs attaques contre des civils non baloutches, y compris les forces de sécurité<sup>59</sup>.

26. Amnesty International fait observer que, depuis le dernier Examen périodique universel, il s'est produit une série de violations des droits de l'homme et d'infractions aux lois de la guerre commises par des groupes étatiques et non étatiques dans les zones tribales sous administration fédérale touchées par l'insurrection talibane et dans la province de Khyber Pakthunkhwa. Les opérations de lutte anti-insurrectionnelle se caractérisent souvent par un non-respect des lois de la guerre<sup>60</sup>.

27. La Commission islamique des droits de l'homme (IHRC) condamne fermement les homicides de civils perpétrés lors d'attaques de drones, qui constituent de graves violations des droits de l'homme. Elle appelle le Gouvernement à expliquer en détail sur quels fondements juridiques et factuels ces attaques sont autorisées, et note qu'il a partagé secrètement des renseignements avec les États-Unis. Elle lui recommande d'assurer un suivi des pertes civiles et de demander réparation au nom des victimes, de ne plus faciliter les attaques de drones, et de dédommager les victimes des attaques, en leur accordant une indemnisation au titre de sa propre complicité, pour avoir autorisé les frappes de drones des États-Unis en territoire pakistanais<sup>61</sup>.

28. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 indiquent que les défenseurs des droits de l'homme continuent de subir de graves violations de la part d'acteurs étatiques et non étatiques, et que le Gouvernement n'a pas établi de politique nationale pour les protéger ou pour lutter contre l'impunité<sup>62</sup>.

29. La HRCP note que les conditions de détention sont extrêmement mauvaises et ne répondent pas aux normes internationales. La surpopulation est fréquente, le nombre des détenus représentant souvent le double de la capacité d'accueil de la prison, en particulier dans la province du Punjab<sup>63</sup>.

30. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent que des progrès ont été faits au sujet des dispositions discriminatoires à l'égard des femmes. Il subsiste néanmoins des lacunes en ce qui concerne la répression de la violence<sup>64</sup>. La IHRC et les auteurs de la communication conjointe n° 6 mettent en doute l'efficacité du projet de loi sur la violence familiale (prévention et protection)<sup>65</sup> et demandent l'adoption et la mise en œuvre du texte visant à protéger les femmes contre la violence familiale et le harcèlement<sup>66</sup>.

31. Les auteurs des communications conjointes n° 14 et n° 13, Amnesty International et la PFP notent que les violences familiales et sexuelles, notamment le viol, le viol conjugal, le jet d'acide, les brûlures et les «crimes d'honneur», sont toujours très répandues au Pakistan. Les femmes et les filles des communautés rurales reculées sont victimes de «crimes d'honneur» et de *swara* (don d'une fille ou d'une femme pour résoudre un litige)<sup>67</sup>. Les auteurs des communications conjointes n° 10 et n° 11 estiment que 70 % des auteurs de ces actes restent impunis. Amnesty International recommande au Gouvernement de mettre fin à cette impunité<sup>68</sup>. La PFP et les auteurs de la communication conjointe n° 11 recommandent de faire appliquer les dispositions visant à empêcher les crimes d'honneur et de mettre un terme au système des *jirgas*, assemblées tribales d'anciens qui statuent sur le sort des femmes et des filles. Des mécanismes de prévention et de protection, indépendants et efficaces, sont nécessaires pour faire cesser les pratiques traditionnelles néfastes<sup>69</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 recommandent de supprimer du Code de procédure pénale les dispositions spécifiques à ces pratiques<sup>70</sup>.

32. CSW indique que le nombre de cas d'enlèvement, de mariage forcé et de conversion forcée de femmes et filles chrétiennes et hindoues a augmenté<sup>71</sup>. La BPCA note que l'enlèvement et le viol (parfois dès l'âge de 10 ans) sont monnaie courante. Les victimes sont souvent obligées de se convertir à l'islam, puis de se marier au violeur présumé. La BPCA mentionne qu'une traite des femmes, facilitée par les préjugés, est pratiquée aux fins d'esclavage sexuel, et reproche à la police de ne pas assurer la protection voulue. La BPCA considère que l'État est complice dès lors que les tribunaux donnent leur aval aux mariages ou conversions forcés en ordonnant que les victimes soient rendues à leur agresseur/«mari»<sup>72</sup>. Liberation note que les autorités s'abstiennent de mener des enquêtes ou d'engager des poursuites sur les cas, de plus en plus nombreux, d'enlèvement, de mariage ou conversion forcés, et d'enlèvement d'hindous pour rançon, et propose des moyens de remédier à ce problème<sup>73</sup>.

33. Le Centre européen pour la justice et les droits de l'homme (ECLJ) note de nombreux cas de femmes chrétiennes victimes d'agression sexuelle de la part de musulmans<sup>74</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 recommandent de modifier la définition du viol<sup>75</sup>.

34. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 notent que les enfants âgés de moins de 18 ans peuvent être recrutés dans les forces armées, bien qu'ils ne participent pas aux combats. Ils font observer que des enfants sont obligés par des acteurs non étatiques à exécuter des attentats-suicide, à poser des bombes et à transporter des munitions. Ils sont également recrutés par des groupes d'activistes armés illégaux<sup>76</sup>.

35. Equality Now (EN) recommande d'introduire une nouvelle législation visant à incriminer la traite, ou de modifier celle en vigueur, afin d'empêcher la traite des enfants aux fins de servitude domestique<sup>77</sup>. Les auteurs des communications conjointes n° 1 et n° 2 recommandent de modifier les dispositions relatives à la prostitution de façon à définir clairement la prostitution infantine et à incriminer tous les actes visant à se procurer ou à fournir un enfant aux fins de prostitution<sup>78</sup>. EN recommande au Gouvernement d'éradiquer le travail des enfants sous toutes ses formes. Les auteurs de la communication n° 6 signalent qu'entre 8 et 10 millions d'enfants travaillent, dont 3,8 millions sont âgés de moins de 14 ans. Environ 1,2 million d'enfants vivent dans les rues des grandes villes pakistanaises. Les auteurs de cette même communication recommandent de formuler et de mettre en œuvre une législation efficace qui soit conforme aux Conventions n° 138 et n° 182 de l'OIT<sup>79</sup>. Les auteurs des communications conjointes n° 9 et n° 11 notent qu'il y a eu une augmentation alarmante du travail des enfants après le tremblement de terre de 2005 et les inondations de 2010 et 2011<sup>80</sup>.

36. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 estiment que 30 % des mariages sont des mariages d'enfants. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 recommandent, entre autres, que la loi de 1929 qui régit les mariages d'enfants soit modifiée et renforcée, et notent qu'il existe dans ce domaine des vides juridiques découlant de dispositions contraires à cette loi, comme celles de la charia<sup>81</sup>.

37. L'Initiative mondiale tendant à mettre un terme à tous les châtiments corporels infligés aux enfants (GIECP) et les auteurs des communications conjointes n° 6 et n° 11 notent que les châtiments corporels sont répandus dans tous les environnements dans le pays, qu'ils sont en outre légaux et que le Gouvernement n'adopte pas le projet de loi sur l'interdiction des châtiments corporels<sup>82</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 se disent particulièrement préoccupés par les dispositions autorisant les châtiments corporels, notamment l'article 89 du Code pénal et plusieurs projets de loi sur les droits de l'enfant qui sont à l'étude<sup>83</sup>.

### **3. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit**

38. La CIJ exhorte le Pakistan à respecter l'indépendance de la justice<sup>84</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 relèvent la corruption endémique dans les juridictions inférieures du pays et l'ingérence de puissants groupes d'intérêt dans le cours de la justice; ils recommandent une réforme des institutions de l'état de droit, axée en particulier sur la police et la justice<sup>85</sup>. Amnesty International et les auteurs des communications conjointes n° 2, n° 8 et n° 10 notent que le Pakistan ne fait toujours pas d'efforts pour mettre en examen et déférer à la justice les membres des forces de sécurité et des organismes de renseignement impliqués dans des violations des droits de l'homme<sup>86</sup>.

39. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent que l'existence de systèmes judiciaires multiples et parallèles, ainsi que les contradictions manifestes entre les systèmes judiciaires local et national entravent la bonne administration de la justice. Ils signalent que les décisions judiciaires sont fréquemment annulées sous la pression du public ou avec le soutien de partis politiques<sup>87</sup>.

40. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent d'entamer immédiatement des négociations avec les éléments mis hors la loi en vue de résoudre le conflit au Baloutchistan et de mettre un terme aux disparitions forcées, et d'enquêter également sur toutes les violations des droits de l'homme imputées aux forces de sécurité<sup>88</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent que les organismes de renseignement entravent la bonne marche des enquêtes<sup>89</sup>.

41. CSW et Human Rights First recommandent de déférer devant la justice les responsables des assassinats du Ministre Shahbaz Bhatti et du Gouverneur Salman Taseer et de prendre des mesures pour veiller à ce que les juges, à l'heure de rendre une décision de justice, ne se laissent pas influencer par les menaces de violences populaires<sup>90</sup>.

42. Les auteurs des communications conjointes n° 10 et n° 14 notent que les journalistes sont la cible de menaces et d'agressions de la part d'acteurs étatiques et non étatiques. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 signalent que de nombreux journalistes ont été tués en 2010-2011. La HRCP fait état de nombreux témoignages crédibles selon lesquels des membres des services de sécurité auraient menacé, torturé ou enlevé des travailleurs des médias. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 et la CHRI recommandent que tous les cas de violences contre des journalistes donnent lieu à une enquête et à des poursuites<sup>91</sup>.

43. La HRCP et les auteurs des communications conjointes n° 4 et n° 14 considèrent que le Gouvernement n'a pas su garantir un environnement sûr pour ceux qui œuvrent en faveur de la promotion et de la défense des droits de l'homme, et qu'aucune mesure n'est prise contre des auteurs des violences<sup>92</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 notent que les agressions sont particulièrement endémiques au Baloutchistan, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa et dans les zones tribales sous administration fédérale, où, selon de nombreux témoignages crédibles, les membres du Frontiers Corps (gardes frontière) se livraient fréquemment à des enlèvements<sup>93</sup>. Amnesty International fait observer que, dans les zones tribales administrées par la province de la Frontière du nord-ouest qui touchées par l'insurrection des Talibans, les forces de sécurité jouissent de pouvoirs très étendus<sup>94</sup>.

44. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 déclarent qu'en ce qui concerne les femmes et la justice traditionnelle, la Cour suprême a déclaré, le 27 mai 2011, que les activités des *jirgas* en matière de règlement de conflits liés aux «crimes d'honneur» constituaient une entrave à la justice. Malgré cette décision, on ne connaît aucun cas de membre d'une *jirga* qui aurait été sanctionné par les tribunaux, et ces organes continuent de jouir de l'impunité<sup>95</sup>.

45. Le CRIN note que les enfants délinquants au Pakistan peuvent être légalement condamnés à des châtiments corporels, à la réclusion à perpétuité ou à la peine capitale. Ces condamnations restent notamment autorisées en vertu de la loi relative aux stupéfiants et de la loi sur le terrorisme, dont les dispositions sont complexes et peu claires. En outre, en vertu de différentes ordonnances, la peine de flagellation est permise, sans qu'aucune mesure de protection appropriée soit prévue par la justice des mineurs<sup>96</sup>.

#### 4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

46. La PFP note que les mariages précoces sont fréquents dans la société; ils sont liés à la religion et aux coutumes sociales, et sont favorisés par les mentalités et l'attitude des belles-mères<sup>97</sup>.

47. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 notent que le Pakistan possède la base de données biométriques de la population en ligne la plus importante du monde. La sécurité des informations ainsi mises en ligne et le respect de la vie privée deviennent extrêmement problématiques<sup>98</sup>.

#### 5. Liberté de circulation

48. L'Ahmadiyya Muslim Lawyers Association (AMC) recommande de supprimer la déclaration que doivent faire les Ahmadis pour demander un passeport ou une carte d'identité nationale, et fait valoir que cette déclaration de religion vise à empêcher les membres de cette communauté de faire le hadj et les oblige à renoncer à leur identité en tant que musulmans s'ils veulent obtenir des papiers pour voyager, ce qui constitue une incitation à la discrimination et à l'hostilité à leur égard<sup>99</sup>.

## 6. Liberté de religion ou de conviction, d'expression, d'association et de réunion pacifique et droit de participer à la vie publique et politique

49. Amnesty International, HRF et les auteurs de la communication conjointe n° 10 notent que, bien que le Pakistan ait accepté plusieurs recommandations tendant à garantir la liberté de religion en droit et en pratique, la discrimination religieuse, le harcèlement et les agressions à l'égard des minorités se poursuivent sans relâche et en toute impunité<sup>100</sup>. Human Rights Watch indique que les membres de la communauté ahmadi continuent d'être poursuivis en justice pour blasphème et subissent une discrimination sociale croissante<sup>101</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 notent que les lois sur le blasphème en vigueur compromettent l'exercice du droit à la liberté de religion ou de conviction consacré par la Constitution<sup>102</sup>. Ils prient instamment le Pakistan d'abroger les dispositions discriminatoires et de mettre un terme aux pratiques telles que les discours haineux contre les minorités religieuses, et d'offrir un environnement sûr à tous les citoyens<sup>103</sup>. HRF, Amnesty International et les auteurs de la communication conjointe n° 8 font observer que, depuis l'Examen périodique universel de 2008, les lois sur le blasphème ont de plus en plus été utilisées pour persécuter les minorités ethniques et religieuses et ont servi de prétexte au développement de l'extrémisme et des mouvements d'autodéfense religieux<sup>104</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 4, la Baptist World Alliance (BWA) et Reporters sans frontières (RSF) notent également que ces lois sont utilisées pour cibler les minorités ethniques et religieuses afin de restreindre leur liberté d'expression de manière arbitraire et discriminatoire, et demandent qu'elles soient mises en conformité avec les principes de la liberté de pensée, de conscience et de religion. La SPM, les auteurs de la communication conjointe n° 3, la BPCA et CSW demandent au Pakistan d'abroger de toute urgence la loi sur le blasphème<sup>105</sup>. CSW, la SPM et les auteurs des communications conjointes n° 7 et n° 14 se disent inquiets du nombre d'affaires de blasphème et de personnes qui auraient été tuées après avoir été accusées de blasphème<sup>106</sup>. Alliance Defence Fund (ADF) cite des cas de personnes accusées de blasphème qui ont été assassinées par des groupes d'autodéfense, même lorsque leur innocence avait été établie<sup>107</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 recommandent de veiller à ce que les affaires de blasphème fassent l'objet d'enquêtes adéquates et impartiales, et de relâcher toute personne détenue sans avoir fait l'objet d'enquête préalable ou été jugées<sup>108</sup>. HRF note que les accusés subissent de manière habituelle des mauvais traitements et des tortures en prison<sup>109</sup>.

50. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recensé un grand nombre d'actes de violence commis contre les minorités religieuses, ainsi que contre leurs commerces, leurs foyers et leurs lieux de culte, et ont enquêté à leur sujet<sup>110</sup>. Ils sont préoccupés par la pratique systématique qui consiste à enlever des jeunes filles chrétiennes ou hindoues, à les enfermer, à les menacer, à leur infliger des violences sexuelles ou des viols, puis à les obliger à déclarer devant un tribunal qu'elles se sont converties de leur plein gré à l'islam<sup>111</sup>.

51. L'ECLJ note que le Pakistan a restreint la liberté d'expression en la subordonnant à la charia et en créant un environnement répressif dans lequel quiconque peut être puni pour toute action jugée incompatible avec l'islam<sup>112</sup>.

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 signalent que le Pakistan n'a pas progressé dans l'élaboration d'une politique de protection des défenseurs des droits de l'homme et n'a pas fait non plus d'efforts sérieux pour enquêter de manière structurée sur les agressions visant cette catégorie de personnes. Ils recommandent d'adopter une loi pour les protéger<sup>113</sup>. Human Rights Watch fait observer que les forces de sécurité ont attaqué des agences de presse et sont connues pour torturer, enlever, détenir illégalement, battre et contraindre des journalistes locaux, régionaux et nationaux<sup>114</sup>. Amnesty International, la SPM et RWB indiquent que les professionnels des médias risquent d'être harcelés, enlevés, torturés et tués, aussi bien par l'armée, que par les organismes de renseignement, les forces

de sécurité, les insurgés, les extrémistes religieux, les activistes politiques ou des particuliers. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 et la CHRI recommandent d'enquêter sur les meurtres de journalistes et d'en poursuivre les auteurs, ainsi que d'abroger les lois restreignant la liberté de l'information<sup>115</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 notent que des militants des droits de l'homme, des dirigeants des mouvements d'opposition politique, des journalistes et des étudiants ont également été pris pour cible<sup>116</sup>.

53. RWB et les auteurs des communications conjointes n° 2 et n° 5 signalent que d'autres médias radiophoniques et télévisuels d'information ont été suspendus depuis 2008 et que le Gouvernement a récemment annoncé qu'il établira une barrière électronique pour filtrer l'Internet, ce qui restreindra davantage la circulation de l'information<sup>117</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 recommandent d'assurer la liberté de l'Internet en supprimant toutes les restrictions d'accès et en adoptant une loi sur le droit à l'information<sup>118</sup>.

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 continuent d'être préoccupés par les dispositions de la loi de 1996 sur les télécommunications, qui permettent de surveiller les télécommunications sans autorisation judiciaire préalable<sup>119</sup>.

55. L'AMC note que le Pakistan a marginalisé les musulmans ahmadis en les inscrivant sur un registre électoral séparé. Les minorités non musulmanes, y compris les chrétiens et les hindous, ne peuvent voter que pour des candidats non musulmans, ce qui représente 5 % des sièges de l'Assemblée nationale. Afin de voter, ils sont forcés de s'inscrire sur des registres électoraux pour les «non-musulmans», ce qui peut en pratique priver certains d'entre eux de ce droit. L'AMC recommande d'abroger le décret n° 15 du Premier Ministre et de permettre aux non-musulmans de voter comme tous les autres Pakistanais<sup>120</sup>.

56. La HRCP signale que tous les partis se présentant aux élections ont conclu un accord visant à empêcher les femmes de voter aux élections provinciales dans un district donné et que le Gouvernement n'a pris aucune mesure pour remédier à cette situation<sup>121</sup>.

57. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent que les femmes, bien qu'elles soient représentées au Gouvernement, restent à l'écart des organes de prise de décisions du pouvoir central, ainsi que des postes de direction et des positions influentes<sup>122</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 recommandent d'augmenter à 33 % le taux des sièges réservés aux femmes au Parlement et aux assemblées provinciales<sup>123</sup>.

## **7. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables**

58. EN note que la loi sur l'emploi des enfants n'interdit pas l'emploi des enfants comme domestiques et n'empêche donc pas la servitude domestique des enfants, une pratique qui reste légale tant que les gouvernements provinciaux n'adoptent pas des lois similaires pour l'interdire<sup>124</sup>.

59. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent que trois provinces sur quatre ont promulgué leur propre loi relative aux relations de travail. Toutefois, les syndicats dénoncent ces lois, les jugeant défavorables aux travailleurs et non conformes aux normes internationales minimales de l'OIT. Le Gouvernement du Punjab a restreint le droit de se constituer en syndicats en relevant à 50 le nombre de travailleurs requis pour former un syndicat<sup>125</sup>.

60. La CIJ appelle à la promulgation de lois qui obligent les entreprises, privées ou publiques, à rendre compte des violations des droits de l'homme qu'elles pourraient commettre et qui fournissent un recours effectif aux victimes; elle appelle également à l'application des lois en vigueur pour protéger les droits des travailleurs<sup>126</sup>.

## 8. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

61. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 indiquent qu'environ 80 % des femmes provenant des minorités vivent dans la pauvreté et qu'elles sont peu ou pas du tout instruites. De nombreuses femmes des minorités appartiennent également aux castes répertoriées, ce qui aggrave encore leur situation sociale<sup>127</sup>.

62. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 notent que moins de 0,5 % du PIB et moins de 2 % du budget global total sont alloués à la réalisation des droits des enfants<sup>128</sup>.

63. La BPCA signale qu'à la suite des inondations de 2010 et 2011 les victimes qui étaient de confession chrétienne ou qui appartenaient à des minorités se sont vu refuser, régulièrement et systématiquement, l'aide, les médicaments, l'accès aux refuges ou la nourriture qu'elles sollicitaient auprès des organismes et centres d'aide gouvernementaux et islamistes. La BPCA note que nombre de chrétiens pauvres sont maintenus dans une situation qui s'apparente à du travail servile ou à de l'esclavage en conséquence des dettes qu'ils ont contractées envers leurs employeurs, souvent pour payer des médicaments ou d'autres produits essentiels pour leur famille<sup>129</sup>.

## 9. Droit à la santé

64. La HRCP note que les crédits alloués à la santé dans les budgets combinés du Gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux ont été réduits à une part de seulement 2,03 % en 2011-2012<sup>130</sup>.

65. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent qu'en 2011 des centaines de personnes sont mortes de la dengue. Le Gouvernement et les autorités sanitaires n'ont élaboré aucun plan pour éradiquer les épidémies. Les dépenses totales de santé du secteur public, pour le Gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ne représentent que 0,23 % du PIB pour l'exercice budgétaire en cours (2010-2011). Les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent d'établir un mécanisme pour réaliser progressivement le droit à la santé, en augmentant les dépenses liées à la santé à 5 % au moins du PIB<sup>131</sup>.

66. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent une discrimination dans l'accès à la santé et une faible sensibilisation aux droits de la femme liés à la reproduction. Les zones tribales sous administration fédérale disposent d'un seul établissement de soins par 50 kilomètres carrés<sup>132</sup>. La PFP note que le Pakistan a l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés d'Asie. Chaque année, 30 000 femmes meurent pour des raisons liées à la grossesse. Presque 90 % des femmes accouchent à la maison sans l'aide de personnel qualifié<sup>133</sup>.

## 10. Droit à l'éducation

67. La HRCP et les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent que le Gouvernement n'a pas alloué les fonds requis pour réaliser le droit à l'éducation et qu'il est peu probable que le pays parvienne à l'éducation primaire universelle d'ici à 2015, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement<sup>134</sup>. Les auteurs des communications conjointes n° 6, n° 11 et n° 14 notent que, bien que la Constitution prévoit l'éducation gratuite et obligatoire de tous les enfants âgés entre 5 et 16 ans, l'insuffisance des investissements dans l'éducation se traduit par un système éducatif médiocre et un faible taux d'alphabétisation (juste supérieur à 50 %)<sup>135</sup>.

68. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 signalent que les écoles sont en mauvais état et mal équipées, et que même si les frais de scolarité dans l'enseignement public sont peu élevés, le coût des achats de livres et d'uniformes empêche les familles les plus pauvres d'avoir accès à l'éducation<sup>136</sup>.

69. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent que les programmes scolaires des écoles et des collèges s'appuient sur de nombreux matériels dits religieux qui véhiculent des préjugés, et recommandent de supprimer tout matériel incitant à la discrimination et à la haine envers les minorités religieuses<sup>137</sup>.

70. Les auteurs de la communication conjointe n° 9 recommandent au Gouvernement de prendre de véritables mesures pour garantir l'égalité dans l'accès à l'éducation, y compris pour les enfants appartenant aux castes répertoriées<sup>138</sup>.

## 11. Personnes handicapées

71. Les auteurs de la communauté conjointe n° 11 notent que le Pakistan a ratifié en 2011 la Convention relative aux droits des personnes handicapées, mais qu'il n'a pas mis en œuvre de politique nationale en faveur de ces personnes, ni amélioré l'accès physique des enfants handicapés aux bâtiments des services publics, aux écoles ou aux installations récréatives<sup>139</sup>.

72. Amnesty International recommande l'interdiction de la peine capitale pour quiconque souffre d'un handicap mental<sup>140</sup>.

## 12. Minorités

73. Amnesty International constate que le Pakistan n'a pas mis en œuvre plusieurs des recommandations formulées à l'issue de l'Examen périodique universel, notamment celles sur la liberté de religion et la protection des minorités religieuses<sup>141</sup>. Les auteurs des communications conjointes n° 3 et n° 2 signalent une augmentation des agressions violentes visant les membres des minorités et des groupes religieux tels que les chrétiens, les ahmadis et les musulmans chiïtes, ainsi qu'une multiplication des discours haineux propagés par des extrémistes et des groupes militants religieux. Le meurtre d'un ahmadi n'est pas considéré comme un crime<sup>142</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 recommandent d'effectuer un nouveau recensement; en incluant des données ventilées sur le nombre de minorités et de groupes ethniques<sup>143</sup>. L'AMC indique que les ahmadis sont fermement convaincus d'être musulmans et croient aux cinq piliers de l'islam<sup>144</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 relèvent qu'aucune mesure n'est en place pour empêcher les conversions forcées de membres des castes répertoriées, en particulier les jeunes filles des minorités<sup>145</sup>.

74. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 indiquent que les hindous et les chrétiens se heurtent à la discrimination sociale et à la stigmatisation fondées sur des stéréotypes. Le projet de loi sur l'enregistrement des mariages hindous n'a pas avancé. Les auteurs de la communication n° 13 recommandent la suppression de toutes les formes de discrimination contre les non-musulmans et la délivrance de cartes d'identité nationale aux femmes hindoues<sup>146</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent, entre autres, l'adoption de projets de loi en matière de droit des personnes qui soient spécifiques aux chrétiens et aux hindous, avec un processus de consultation adéquat<sup>147</sup>.

75. L'Organisation des peuples et des nations non représentés indique que les actions humanitaires sont discriminatoires dans certaines parties du pays et qu'aucune mesure gouvernementale n'est prise en faveur du Sindh, du Baloutchistan et du Gilgit-Baltistan, ce qui aggrave la marginalisation<sup>148</sup>.

76. CSW recommande au Pakistan d'accélérer la réforme des programmes de l'éducation nationale, à titre prioritaire, afin d'en éliminer les matériels et pratiques pédagogiques discriminatoires<sup>149</sup>.

77. La HRCP note la montée de l'extrémisme et de l'intolérance, et l'incapacité des autorités de déférer devant la justice les auteurs de violences et de discours de haine. La Commission sur les minorités, organe officiel, est inefficace<sup>150</sup>.

### **13. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile**

78. La SPM note que, le 8 août 2011, les autorités pakistanaises, en violation de leurs obligations en matière de droits de l'homme, ont expulsé cinq Ouïghours vers leur pays d'origine, où ils risquent l'emprisonnement ou la peine capitale<sup>151</sup>.

### **14. Personnes déplacées à l'intérieur du pays**

79. La HRCP note que le Pakistan a fait face à des déplacements de population à grande échelle depuis 2008, en raison de catastrophes naturelles et de conflits armés. Plus de 1,2 million de personnes déplacées vivaient dans des camps de secours en 2011<sup>152</sup>. Le Conseil norvégien pour les réfugiés relève qu'un conflit entre les forces armées et des acteurs non étatiques armés ainsi que des affrontements locaux et tribaux ont déplacé des millions de personnes à l'intérieur des zones tribales sous administration fédérale et du Khyber Pakhtunkhwa dominé par les Pashtouns dans le nord-ouest du Pakistan depuis 2007. Le Centre de suivi des déplacements internes de populations du Conseil norvégien pour les réfugiés recommande au Gouvernement de protéger les civils contre les déplacements forcés<sup>153</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 et le Centre de suivi appellent le Gouvernement à remédier à l'absence d'une politique globale en matière de déplacements de populations à l'intérieur du pays<sup>154</sup>. L'UNPO recommande de prendre des mesures pour aider les personnes déplacées qui ne sont pas rentrées chez elles après les inondations<sup>155</sup>.

80. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 recommandent d'incorporer l'éducation aux droits de l'homme au programme des établissements d'enseignement, et de garantir la sécurité des femmes et des enfants vivant dans des camps pour déplacés internes<sup>156</sup>.

### **15. Droit au développement et questions environnementales**

81. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 recommandent au Gouvernement, en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes complets de prévention et de réponse à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition et d'adopter des politiques aux niveaux fédéral et provincial pour rendre certaines vaccinations obligatoires<sup>157</sup>.

### **16. Droits de l'homme et lutte antiterroriste**

82. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 notent que les gouvernements successifs ont utilisé des lois de lutte antiterroriste pour faire avancer leurs propres intérêts, éliminer leurs opposants politiques et se maintenir au pouvoir. Ils recommandent que la législation antiterroriste ne soit pas employée pour réprimer la liberté de parole<sup>158</sup>. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 affirment que, sous couvert de «sécurité nationale» et de «guerre contre la terreur», le Gouvernement impose un régime de surveillance massive<sup>159</sup>. L'UNPO appelle à la révision des lois qui donnent de larges pouvoirs à la police pour arrêter et détenir des suspects sans charges clairement définies, y compris la loi de lutte antiterroriste de 1997<sup>160</sup>.

83. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 notent que les assassinats ciblés, les attentats terroristes et les opérations militaires se poursuivent, et recommandent d'adopter des mesures législatives et administratives, notamment une politique bien définie de lutte antiterroriste, afin d'éviter que des personnes continuent d'être tuées<sup>161</sup>.

## Notes

<sup>1</sup> The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: [www.ohchr.org](http://www.ohchr.org).

*Civil Society*

AMC	Ahmadiyya Muslim Lawyers Association, USA;
AI	Amnesty International*, London, United Kingdom;
ADF	Alliance Defense Fund, Pakistan;
BPCA	British Pakistani Christian Association, United Kingdom;
BWA	Baptist World Alliance, USA;
CHRI	Commonwealth Human Rights Initiative*, New Delhi, India;
CRIN	Child Rights International Network, London, United Kingdom;
CSW	Christian Solidarity Worldwide, New Malden, United Kingdom;
EN	Equality Now, USA;
ECLJ	European Centre for Law and Justice , France;
GIECP	Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, London, United Kingdom;
HRI	Harm Reduction International;
HRF	Human Rights First*, New York, NY, USA;
HRW	Human Rights Watch*, New York, NY, USA;
HRCPP	Human Rights Commission of Pakistan, Pakistan;
ICJ	International Commission of Jurists*, Geneva, Switzerland;
IDMC	International Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council, Geneva, Switzerland;
IHRC	Islamic Human Rights Commission, London, United Kingdom;
JS1	Joint submission (1) of Pakistan Paediatric Association (PPA), ECPAT international and Acting for Life, Lahore, Pakistan;
JS2	Joint submission (2) of CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation and the Pakistan NGOs Forum (PNF), Mithi, Pakistan;
JS3	Joint submission (3) of International Association for Religious Freedom (IARF) and South Asia Centre for Peace (SACP);
JS4	Joint submission (4) of ARTICLE 19 and BoloBhi's;
JS5	Joint submission (5) of Bytes for All (B4A), Pakistan, Association for Progressive Communications (APC) and Freedom House (FH);
JS6	Joint submission (JS6) of Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International;
JS7	Joint submission (5) of Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs;
JS8	Joint submission (JS8) of Global Human Rights Defence, (GHRD) and Human Rights Focus Pakistan, Faisalabad (HRFP);
JS9	Joint submission (JS9) of the International Dalit Solidarity Network (IDSN) and the Pakistan Dalit Solidarity Network (PDSN);
JS10	Joint submission (JS10) of the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France);
JS11	Joint submission (JS11) of the Child Rights Movement (CRM);
JS12	Joint submission (JS12) of Rahnuma Family Planning Association of Pakistan (FPAP), the MDG5b Alliance and the Sexual Rights Initiative (SRI);
JS13	Joint Submission (JS13) of Shirkat Gah on behalf of Aurat Foundation, Home Net Pakistan, Bedari, Church of Pakistan-Lahore Diocese, Simorgh, Sudhar Development Organization, Women in Struggle for Empowerment (WISE), Ittehad Foundation and Women's Organization for Rights and Development (WORD);
JS14	Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape - SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan;
Liberation	Liberation, United Kingdom;
PFP	Peace Foundation Pakistan;
RWB	Reporters Without Borders, Geneva, Switzerland;
STP	Society for Threatened Peoples;

- UNPO Unrepresented Nations and Peoples Organization, The Hague, Netherlands.
- <sup>2</sup> Human Rights Watch (HRW), p. 1.
- <sup>3</sup> Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.3. See also [Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p. 1.
- <sup>4</sup> Amnesty International (AI), p. 3. Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO), p. 4, 5.
- <sup>4</sup> British Pakistani Christian Association (BPCA), p.5. See also Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p. 4.
- <sup>5</sup> The International Commission of Jurists (ICJ), p. 4.
- <sup>6</sup> See also Christian Solidarity Worldwide (CSW).
- <sup>7</sup> Amnesty International (AI), p. 1.
- <sup>8</sup> Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 2.
- <sup>9</sup> Joint Submission by\_ECPAT & Others (JS1) p.3.
- <sup>10</sup> Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO), p. 4,5.
- <sup>11</sup> Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 1, Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 3 and the International Commission of Jurists (ICJ), p. 4.
- <sup>12</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 5 and Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 2.
- <sup>13</sup> Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.1.
- <sup>14</sup> Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 10,18.
- <sup>15</sup> See also Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.4.
- <sup>16</sup> Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 1, 2, 3 and Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.6. Child Rights International Network (CRIN), p. 1, 2.
- <sup>17</sup> Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 5.
- <sup>18</sup> Joint submission of Global Human Rights Defence, The Hague (“GHRD”) and Human Rights Focus Pakistan, Faisalabad (“HRFP”) (JS8) p. 1.
- <sup>19</sup> Christian Solidarity Worldwide (CSW), p.1, 2. Society for Threatened Peoples (STP), p. 2. and Joint submission of Global Human Rights Defence, The Hague (“GHRD”) and Human Rights Focus Pakistan, Faisalabad (“HRFP”) (JS8) p. 2 and Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 3.
- <sup>20</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 3. Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 5. See also JS4, ARTICLE 19 and BoloBhi’s p. 1.
- <sup>21</sup> Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), p.2.
- <sup>22</sup> Joint Submission made by Shirkat Gah on behalf of Aurat Foundation, Home Net Pakistan, Bedari, Church of Pakistan-Lahore Diocese, Simorgh, Sudhar Development Organization, Women in Struggle for Empowerment (WISE), Ittehad Foundation and Women’s Organization for Rights and Development (WORD) (JS13),p. 3. Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 3.
- <sup>23</sup> Joint Submission made by Shirkat Gah on behalf of Aurat Foundation, Home Net Pakistan, Bedari, Church of Pakistan-Lahore Diocese, Simorgh, Sudhar Development Organization, Women in Struggle for Empowerment (WISE), Ittehad Foundation and Women’s Organization for Rights and Development (WORD) (JS13),p. 4.

- 24 Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 5. Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), p.2. Joint submission of Global Human Rights Defence, The Hague (“GHRD”) and Human Rights Focus Pakistan, Faisalabad (“HRFP”) (JS8) p. 2.
- 25 Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 2.
- 26 Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 10.
- 27 Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 1.
- 28 The International Commission of Jurists (ICJ), p. 2, 3.
- 29 Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 4.
- 30 Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 16. Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), p.4.
- 31 Christian Solidarity Worldwide (CSW), p.2.
- 32 The International Commission of Jurists (ICJ), p. 4 and Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 17.
- 33 The International Commission of Jurists (ICJ), p. 4.
- 34 Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 3. Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), p.1. Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, p. 12.
- 35 Christian Solidarity Worldwide (CSW), p.3. Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.2.
- 36 Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.3, 4.
- 37 Human Rights Watch (HRW), p. 1, 3.
- 38 Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10),p.5. Joint Submission by CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, NGO in General Consultative Status with ECOSOC and the Pakistan NGOs Forum (PNF) (JS2) p. 4.
- 39 Joint submission by the International Dalit Solidarity Network (IDSN) and the Pakistan Dalit Solidarity Network (PDSN) (JS9), p. 4.
- 40 Joint Submission by CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, NGO in General Consultative Status with ECOSOC and the Pakistan NGOs Forum (PNF) (JS2) p. 4.
- 41 Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 1.
- 42 Amnesty International (AI), p. 3.
- 43 Peace Foundation Pakistan (PFP), p. 4.
- 44 Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 4.
- 45 Joint submission by the International Dalit Solidarity Network (IDSN) and the Pakistan Dalit Solidarity Network (PDSN) (JS9), p. 1.
- 46 Joint submission by the International Dalit Solidarity Network (IDSN) and the Pakistan Dalit Solidarity Network (PDSN) (JS9), p. 1.
- 47 Amnesty International (AI), p. 3. Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 2.
- 48 Amnesty International (AI), p. 3. Harm Reduction International (HRI), p.1-3.
- 49 Child Rights International Network (CRIN), p. 1, 2.
- 50 Human Rights Watch (HRW), p. 1
- 51 Amnesty International (AI), p. 3. Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 1.
- 52 Liberation, p. 6. Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.3. Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against

- Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 19.
- 53 Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.3.
- 54 Human Rights Watch (HRW), p. 1.Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO), p. 1, 4, 5.
- 55 Amnesty International (AI), p. 3.
- 56 Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14), p. 19.
- 57 Amnesty International (AI), p. 3.
- 58 Amnesty International (AI), p. 3.
- 59 Human Rights Watch (HRW), p. 1 and Islamic Human Rights Commission, (IHRC), p. 2, 3.
- 60 Amnesty International (AI), p. 3.
- 61 Islamic Human Rights Commission, (IHRC), p.1,4.
- 62 Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.5.
- 63 Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 3.
- 64 Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 10.
- 65 Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 1, 2.
- 66 Islamic Human Rights Commission, (IHRC), p.3, 4.
- 67 Peace Foundation Pakistan (PFP), p. 1. Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14) p. 8,9. Joint Submission made by Shirkat Gah on behalf of Aurat Foundation, Home Net Pakistan, Bedari, Church of Pakistan-Lahore Diocese, Simorgh, Sudhar Development Organization, Women in Struggle for Empowerment (WISE), Ittehad Foundation and Women's Organization for Rights and Development (WORD) (JS13),p. 6. Amnesty International (AI), p. 3.
- 68 Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.6. Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 7. Amnesty International (AI), p. 3.
- 69 Peace Foundation Pakistan (PFP), p. 3,5. Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 7.
- 70 Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 10.
- 71 Christian Solidarity Worldwide (CSW), p.4,5.
- 72 British Pakistani Christian Association (BPCA), p.4.
- 73 Liberation, p.3, 5, 6 and 8.
- 74 European Centre for Law and Justice (ECLJ), p.3.
- 75 Joint Submission made by Shirkat Gah on behalf of Aurat Foundation, Home Net Pakistan, Bedari, Church of Pakistan-Lahore Diocese, Simorgh, Sudhar Development Organization, Women in Struggle for Empowerment (WISE), Ittehad Foundation and Women's Organization for Rights and Development (WORD) (JS13),p. 4.
- 76 Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 1, see also Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 3 and the International Commission of Jurists (ICJ), p. 4.
- 77 Equality Now, p. 1-4.
- 78 Joint Submission by\_ECPAT & Others (JS1) p.4,6. Joint Submission by CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, NGO in General Consultative Status with ECOSOC and the Pakistan NGOs Forum (PNF) (JS2) p. 4.
- 79 Equality Now, p. 1-4. Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 2.
- 80 Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 4. Joint submission by the International Dalit Solidarity Network (IDSN) and the Pakistan Dalit Solidarity Network (PDSN) (JS9), p. 4.

- <sup>81</sup> Joint submission by Rahnuma Family Planning Association of Pakistan (FPAP), the MDG5b Alliance and the Sexual Rights Initiative (SRI) (JS12), p.1,5. Joint Submission by\_ECPAT & Others (JS1) p. 7,8.
- <sup>82</sup> Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, London, United Kingdom, p. 2,3. [Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 7. Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 2.
- <sup>83</sup> Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14) p. 9,10.
- <sup>84</sup> The International Commission of Jurists (ICJ), p. 1.
- <sup>85</sup> Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.6.
- <sup>86</sup> Amnesty International (AI), p. 1. Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10), p.5. Joint Submission by CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, NGO in General Consultative Status with ECOSOC and the Pakistan NGOs Forum (PNF) (JS2) p. 4. Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10),p.2. Joint submission of Global Human Rights Defence, The Hague (“GHRD”) and Human Rights Focus Pakistan, Faisalabad (“HRFP”) (JS8) p. 5.
- <sup>87</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 3,5.
- <sup>88</sup> Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14) p. 19.
- <sup>89</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 7,8.
- <sup>90</sup> Christian Solidarity Worldwide (CSW), p.2, 5. Human Rights First, (HRF), p. 1.
- <sup>91</sup> Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14) p. 6. Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10),p.6. Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), p.3.
- <sup>92</sup> Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 4. Joint Submission ARTICLE 19 and BoloBhi’s (JS4) p. 1.
- <sup>93</sup> Joint Submission ARTICLE 19 and BoloBhi’s (JS4)p. 1.
- <sup>94</sup> Amnesty International (AI), p. 1.
- <sup>95</sup> Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 3.
- <sup>96</sup> Child Rights International Network (CRIN), p. 1, 2,3. The Offence of Qazf (Enforcement of Hadd) Ordinance qazf (false accusation of zina) is punishable with 80 “stripes” and the Offence of Zina Ordinance, zina is punishable with whipping, at a public place, of 100 stripes. Children in FATA may be sentenced to whipping under the Frontier Crimes Regulation.
- <sup>97</sup> Peace Foundation Pakistan (PFP), p. 2.
- <sup>98</sup> Joint submission by Bytes for All (B4A), Pakistan, Association for Progressive Communications (APC) and Freedom House (FH),(JS5), p.4.
- <sup>99</sup> Ahmadiyya Muslim AMC, p. 3. See also Society for Threatened Peoples (STP),p.1.
- <sup>100</sup> Human Rights First, (HRF), p. 1. Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10),p.6.
- <sup>101</sup> Human Rights Watch (HRW), p. 2.
- <sup>102</sup> Joint Submission by International Association for Religious Freedom (IARF) and South Asia Centre for Peace (SACP) (JS3) p. 1,2.
- <sup>103</sup> Joint Submission by International Association for Religious Freedom (IARF) and South Asia Centre for Peace (SACP) (JS3)p. 5. See also Christian Solidarity Worldwide (CSW),p.4.
- <sup>104</sup> Human Rights First, (HRF), p. 1. Joint submission of Global Human Rights Defence, The Hague (“GHRD”) and Human Rights Focus Pakistan, Faisalabad (“HRFP”) (JS8) p. 2. Amnesty International (AI), p. 1, 2.
- <sup>105</sup> Joint Submission by International Association for Religious Freedom (IARF) and South Asia Centre for Peace (SACP) (JS3) p. 6, Society for Threatened Peoples (STP), p.2. Christian Solidarity

- Worldwide (CSW), p.1, 2. British Pakistani Christian Association (BPCA), p.5. See also Joint Submission ARTICLE 19 and BoloBhi's (JS4) p. 1, Baptist World Alliance (BWA), p.1. Reporters Without Borders (RWB),p. 2 and Baptist World Alliance (BWA), p.1,3.
- <sup>106</sup> Joint Submission by International Association for Religious Freedom (IARF) and South Asia Centre for Peace (SACP) (JS3) p. 6, Christian Solidarity Worldwide (CSW),p.1,2. and Society for Threatened Peoples (STP),p.2. Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 3. Joint Submission ARTICLE 19 and BoloBhi's (JS4)p. 1. Baptist World Alliance (BWA), p.1.
- <sup>107</sup> Alliance Defense Fund [ADF], p.1, 2.
- <sup>108</sup> Faisalabad ("HRFP") (JS8) p. 2.
- <sup>109</sup> Human Rights First, (HRF), p. 1.
- <sup>110</sup> Joint submission of Global Human Rights Defence, The Hague ("GHRD") and Human Rights Focus Pakistan, Faisalabad ("HRFP") (JS8) p. 5.
- <sup>111</sup> Joint submission of Global Human Rights Defence, The Hague ("GHRD") and Human Rights Focus Pakistan, Faisalabad ("HRFP") (JS8) p. 8.
- <sup>112</sup> European Centre for Law and Justice (ECLJ), p.1.
- <sup>113</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 1.
- <sup>114</sup> Human Rights Watch (HRW), p. 3.
- <sup>115</sup> Society for Threatened Peoples (STP), p.2. Reporters Without Borders (RWB),p. 2. Amnesty International (AI), p. 3. See also Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, p. 6. Joint submission by the Asian Legal Resource Centre (ALRC) and Action by Christians Against Torture France (ACAT-France) (JS10),p.6. Commonwealth Human Rights Initiative (CHRI), p.3.
- <sup>116</sup> Joint Submission by CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, NGO in General Consultative Status with ECOSOC and the Pakistan NGOs Forum (PNF) (JS2) p. 2.
- <sup>117</sup> Reporters Without Borders (RWB),p. 2. Joint Submission by CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, NGO in General Consultative Status with ECOSOC and the Pakistan NGOs Forum (PNF) (JS2) p. 3. Joint submission by Bytes for All (B4A), Pakistan, Association for Progressive Communications (APC) and Freedom House (FH), (JS5), p.2.
- <sup>118</sup> Joint submission by Bytes for All (B4A), Pakistan, Association for Progressive Communications (APC) and Freedom House (FH), (JS5), p.5.
- <sup>119</sup> Joint Submission ARTICLE 19 and BoloBhi's (JS4)p. 4.
- <sup>120</sup> Ahmadiyya Muslim AMC, p. 2, 3.
- <sup>121</sup> Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 1. Those districts are (Khyber Pakhtunkhwa province), Kohistan district (Khyber Pakhtunkhwa), and Mianwali district (Punjab province).
- <sup>122</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 9.
- <sup>123</sup> Joint Submission made by Shirkat Gah on behalf of Aurat Foundation, Home Net Pakistan, Bedari, Church of Pakistan-Lahore Diocese, Simorgh, Sudhar Development Organization, Women in Struggle for Empowerment (WISE), Ittehad Foundation and Women's Organization for Rights and Development (WORD) (JS13),p. 2.
- <sup>124</sup> Equality Now, p. 1-4.
- <sup>125</sup> Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, p. 15.
- <sup>126</sup> The International Commission of Jurists (ICJ), p. 1, 3.
- <sup>127</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 5.
- <sup>128</sup> Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 1.
- <sup>129</sup> British Pakistani Christian Association (BPCA), p.3.
- <sup>130</sup> Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 2.
- <sup>131</sup> Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, p. 13,14.
- <sup>132</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 10.
- <sup>133</sup> Peace Foundation Pakistan (PFP), p. 1.
- <sup>134</sup> Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 2. Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 8.

- <sup>135</sup> Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 1, 2. Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, p. 9, 10, 12,13. Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 6.
- <sup>136</sup> Marist International Solidarity Foundation (FMSI), Franciscans International (FI), Dominicans for Justice and Peace: Order of Preachers, VIVAT International (JS6) p. 1, 2.
- <sup>137</sup> Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, p. 9, 10, 12,13.
- <sup>138</sup> Joint submission by the International Dalit Solidarity Network (IDSN) and the Pakistan Dalit Solidarity Network (PDSN) (JS9), p. 4.
- <sup>139</sup> Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 9.
- <sup>140</sup> Amnesty International (AI), p. 3.
- <sup>141</sup> Amnesty International (AI), p. 1.
- <sup>142</sup> Joint Submission by CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, NGO in General Consultative Status with ECOSOC and the Pakistan NGOs Forum (PNF) (JS2) p. 2 Joint Submission by International Association for Religious Freedom (IARF) and South Asia Centre for Peace (SACP) (JS3)p. 3, 4.
- <sup>143</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 5.
- <sup>144</sup> Ahmadiyya Muslim AMC, p. 1.
- <sup>145</sup> Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, p. 7.
- <sup>146</sup> Joint Submission made by Shirkat Gah on behalf of Aurat Foundation, Home Net Pakistan, Bedari, Church of Pakistan-Lahore Diocese, Simorgh, Sudhar Development Organization, Women in Struggle for Empowerment (WISE), Ittehad Foundation and Women's Organization for Rights and Development (WORD) (JS13),p. 5.
- <sup>147</sup> Joint Submission (JS14) of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, p. 7.
- <sup>148</sup> Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO), p. 4,5.
- <sup>149</sup> Christian Solidarity Worldwide (CSW), p.4.
- <sup>150</sup> Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 9.
- <sup>151</sup> Society for Threatened Peoples (STP), p.1.
- <sup>152</sup> Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), p. 2.
- <sup>153</sup> Internal displacement Monitoring Centre (IDMC) of the Norwegian Refugee Council (NRC), p. 2-4.
- <sup>154</sup> Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14) p. 16.
- <sup>155</sup> Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO), p. 4,5.
- <sup>156</sup> Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14) p. 17.
- <sup>157</sup> Joint submission prepared by the Child Rights Movement (CRM) (JS11), p. 3.
- <sup>158</sup> Justitia et Pax and 10 Pakistani CSOs (JS7) p. 1.
- <sup>159</sup> Joint submission by Bytes for All (B4A), Pakistan, Association for Progressive Communications (APC) and Freedom House (FH), (JS5), p.4.
- <sup>160</sup> Unrepresented Nations and Peoples Organization (UNPO), p. 4,5.
- <sup>161</sup> Joint Submission of South Asia Partnership-Pakistan, National Commission for Justice and Peace, Aurat Foundation -War against Rape -SUNGI, Muthida Labor Federation, Centre for Human Rights Education, WISE (Women in Struggle for Empowerment), PODA-Pakistan, (JS14) p. 4.